

RESUME EXECUTIF

**RAPPORT ANNUEL SUR LE COMMERCE ENTRE
LES ETATS MEMBRES DE L'OCI**

2015-2016

Présenté par le

Centre Islamique pour le Développement du Commerce

A LA

**32^{ème} Session du Comité de Suivi du Comité Permanent pour la
Coopération Economique et Commerciale de l'OCI**

Ankara, République de Turquie, 17-18 Mai 2016

SOMMAIRE

	Page
I. Situation récente de l'économie mondiale	3
II. Développements récents du commerce extérieur des Etats Membres de l'OCI	5
III. Développements récents du commerce intra-OCI	8
IV. Obstacles au développement du commerce intra-OCI	13
V. Perspectives de l'économie mondiale (2016-2017)	16

RESUME EXECUTIF

I. SITUATION RECENTE DE L'ECONOMIE MONDIALE

L'économie mondiale connaîtra en 2016 un ralentissement de la croissance suite à la faiblesse des flux des capitaux vers les pays émergents qui impacte les investissements intérieurs nationaux liés à une forte incidence des crises de la dette des pays, l'assouplissement des taux de change (dépréciation de certaines monnaies). La croissance de 2016 devrait s'établir à 3,4% avec un essoufflement d'environ 2,1% au Royaume Uni 2%, aux USA, 1,4% en zone Euro, 0,8% au Japon et -4% au Brésil. Le ralentissement et le rééquilibrage de l'économie chinoise, la baisse des cours des produits de base et les tensions dans quelques grands pays émergents continueront de peser sur les perspectives de croissance en 2016-17.

Les facteurs du ralentissement sont généralement la fluctuations des prix des produits de base et notamment pétroliers et alimentaires ; la volatilité des marchés de change et des flux financiers, les cours de monnaies d'échanges du commerce savoir la fluctuation des taux de changes entre l'euro, le dollar, le yen et le yuan, l'instabilité de la géopolitique au Moyen Orient, en Afrique, en Asie Centrale (CEI) et en Amérique Latine qui sont parmi les moteurs de croissance de l'économie mondiale, la baisse du volume des Investissements Directs Etrangers (IDEs) dans certains pays contribué à donner un nouveau visage des échanges commerciaux.

En effet, la baisse du prix international du baril de pétrole a contribué à la baisse des exportations des pays exportateurs du pétrole et a conduit à ces pays à réduire leur dépense publique mais ceci devrait contribuer à augmenter les importations du pétrole mais d'autres chocs ont compensé en partie les effets et ont empêché jusqu'à présent un redressement généralisé de l'activité, qui aurait favorisé un rééquilibrage du marché pétrolier. L'instabilité politique dans certains pays a également fait baisser l'entrée des IDEs.

En outre, un durcissement progressif de la politique monétaire aux États-Unis dans le contexte d'une reprise résiliente, tandis que les banques centrales de plusieurs autres grands pays avancés continuent d'assouplir leur politique monétaire. En Chine, la croissance globale évolue plus ou moins comme prévu, mais les importations et les exportations fléchissent plus vite qu'attendu, en partie à cause d'un ralentissement de l'investissement et de l'activité manufacturière.

Par ailleurs, depuis juin 2014, les prix ont reculé d'environ 65 % en dollars (environ 70 dollars), alors même que, dans de nombreux pays, la croissance ralentissait progressivement. Si l'on tient compte de l'appréciation de 20% du dollar pendant cette période (en termes nominaux effectifs), les prix du pétrole ont tout de même perdu plus de 60 dollars en moyenne dans les différentes monnaies locales. Ainsi, en 2015, la demande intérieure des exportateurs de pétrole a été nettement inférieure due à une consommation et un investissement plus faibles. Les exportateurs de pétrole riches ont puisé dans leurs réserves ou fonds souverains baissant ainsi leurs dépenses publiques. Le Baril a atteint en février 2016 environ 33 dollars.

Ces facteurs ont contribué au ralentissement de l'économie mondiale et ont freiné la croissance des investissements directs étrangers malgré des taux de croissance considérables enregistrés dans certains pays émergents et en développement.

Ainsi, la valeur du commerce mondial a baissé de 13% passant de 16,5 trillions USD en 2015 à 19 trillions USD en 2014 s'expliquant principalement par les fortes fluctuations des prix des produits de base et des taux de change, dues elles-mêmes au ralentissement de la croissance économique en Chine, à la production soutenue de combustibles aux États-Unis et à la divergence des politiques monétaires des grandes économies. La volatilité des marchés financiers a par ailleurs érodé la confiance des entreprises et des consommateurs et a contribué à la réduction de la demande mondiale de certains biens durables.

Les exportations mondiales ont atteint en 2015 environ 16 trillions USD soit 13,5% de baisse par rapport à 2014 attribuable à la contraction des exportations des pays comme l'Amérique du Nord (-8% avec USA (-7,1%), le Canada (-14%) et le Mexique (-4,1%)), l'Amérique du Sud et Centrale (-21,2% avec principalement le Brésil (-15,1%) et autres (-24,2%) et l'Europe (-12,4%) et majoritairement les pays de l'UE 28 (-12,5%) surtout l'Allemagne (-11%), le Royaume Uni (-8,9%), la France (-12,8%), la Hollande (-15,7%) et l'Italie (-13,4%).

Par ailleurs, les importations mondiales ont subi également une contraction de 12,5% par rapport aux données de 2014 et culminant 16,34 trillions USD à cause de la baisse des importations des pays suivants (Amérique du Nord (-4,7% surtout au Canada (-9,1%)), Amérique du Sud et Centrale (-15,9% et particulièrement au Brésil (-25,2%)), Europe (-13,2% et principalement UE 28 (-13,4%)).

Nous constatons qu'en 2015, l'Amérique du Sud a connu une décroissance de ses importations suite à la récession au Brésil, les exportations des pays développés ont augmenté de 2,6% et celles des pays en développement de l'ordre de 3,3%. Les exportations ont augmenté considérablement dans les pays producteurs du pétrole en Afrique, au Moyen Orient et dans les pays de la Communauté des États Indépendants (CEI) malgré la chute des prix du pétrole. Par contre, les importations des pays développés ont considérablement augmenté atteignant 4,5% et celles des pays en développement ont connu une atonie avec une légère croissance de 0,2%. Par ailleurs, la diminution des importations des régions productrices de pétrole a été due principalement à la chute des prix mondiaux du pétrole, qui a amputé les recettes d'exportation des pays concernés.

En outre cette baisse du commerce est attribuable à la baisse des échanges des combustibles et des produits miniers à hauteur de 50% de la valeur du commerce en 2015 mais également a été renforcée par le ralentissement des expéditions des produits manufacturés et des produits. En effet, les produits manufacturés qui ont connu plus de contraction du commerce mondial sont le matériel de bureau et de télécommunication, les produits chimiques et les autres machines et appareils (comprenant les biens d'équipement et les biens durables autres que les automobiles).

En 2015, les exportations mondiales des services commerciaux ont enregistré une baisse de 6,4% atteignant environ 4,7 trillions USD et cette baisse a impacté le commerce des services liés aux marchandises, tels que les transports, accusant une baisse plus importante de 10,3% qui enregistré une valeur de 870 milliards de USD. Cette baisse était concentrée dans les pays européens (-9,8%), asiatiques (-3,4%), d'Amérique du Sud et Centrale (-4,3%) et légèrement en Amérique du Nord (-0,9%).

Par ailleurs, les exportations mondiales des services commerciaux ont atteint une valeur de 4,6 trillions USD en 2015 soit un reflux de 5,4% renforcé par une baisse de 8,7% en Europe et de 12,9% en Amérique du Sud et Centrale.

Cette baisse a impacté les services de transport dont les prix du transport maritime de vrac sec étant tombés à leurs niveaux les plus bas 2014 soit un reflux de 10% et de 5,5% pour les autres services comme les voyages et les services financiers.

II. DEVELOPPEMENT RECENTS DU COMMERCE EXTERIEUR DES ETATS MEMBRES DE L'OCI

Depuis la mise en œuvre du Plan d'Action Décennal (PAD) 2005-2015 de l'OCI mis en œuvre par toutes les Institutions de l'OCI sous la direction du Secrétariat Général de l'OCI en collaboration avec les partenaires internationaux de développement renforcé par les politiques commerciales gouvernementales, a porté ses fruits et a contribué à l'accélération de la croissance du volume du commerce des Etats Membres qui passe de 1,77 trillions USD en 2005 à 4,48 trillions USD en 2015 soit une hausse de 152%.

Ceci s'explique, entre autres, par la fluctuation des cours des produits échangés ; notamment, les hydrocarbures mais aussi celle des projets financés par le Groupe de la BID (ITFC, ICIEC, ICD...), les activités de promotion du commerce et de facilitation du commerce du CIDC, du COMCEC, de la CICIA et de renforcement des capacités dans le secteur économique et commercial du SESRIC, du CIDC, de la CICIA et du Groupe de la BID (Département de la Coopération et de l'Intégration et IRTI) en collaboration avec des Agences des Nations Unis (PNUD, CCI, CNUCED, OMC, ONUDI, OMT, FAO, OMPI, ...) et le secteur privé des Etats Membres.

Entre Février 2009 et Décembre 2015, le Groupe Consultatif pour le renforcement du commerce intra-OCI a réalisé environ 1.125 activités et projets dont 75% ont été réalisés et qui ont concerné le renforcement des capacités, la facilitation du commerce, la promotion du commerce, le financement du commerce et l'assurance et de garantie de crédit à l'exportation et le développement des produits stratégiques.

Plusieurs Etats Membres ont aussi investi en matière de facilitation du commerce en termes d'infrastructures routières et aéroportuaires en l'occurrence la Malaisie, les Emirats Arabes Unis, l'Arabie Saoudite, Bahreïn, le Qatar, Oman, la Tunisie, la Turquie, l'Azerbaïdjan et le Maroc. En plus d'autres pays ont également amélioré leur taux de connectivité maritime de plus de 50% entre 2005 et 2015 selon les données de la CNUCED à savoir : l'Albanie, le Maroc, Bahreïn, Somalie, Liban, Irak, Djibouti, Nigeria, Yémen, Soudan, Côte d'Ivoire, Oman, Jordanie, Togo, Turquie, Maldives, Bangladesh, Emirats Arabes Unis, Arabie Saoudite, Bénin, Malaisie, Mozambique et Pakistan. Le taux de connectivité maritime moyen des Etats Membres s'est amélioré de 76% entre 2005 et 2015.

Ainsi, le commerce des Etats Membres de l'OCI a représenté 11,2% du commerce mondial en 2014. Les acteurs du commerce mondial des Etats Membres de l'OCI sont : **les Emirats A.U** (533,3 milliards \$US soit 12,8% du commerce global des pays de l'OCI), **l'Arabie Saoudite** (503,2 milliards \$US ; 12,1%), **la Malaisie** (443 milliards \$US ; 10,6%), **la Turquie** (400 milliards \$US ; 9,6%), **l'Indonésie** (354,2 milliards \$US ; 8,5%), **l'Iran** (191,3 milliards \$US ; 4,6%), **le Qatar** (162 milliards \$US ; 3,9%), **le Nigeria** (161 milliards \$US ; 3,9%), **l'Irak** (131 milliards \$US ; 3,2%) et **le Koweït** (125 milliards \$US ; 3%). Ces dix pays ont enregistré environ 72,2% du commerce mondial des Etats Membres de l'OCI en 2014.

Le commerce mondial des pays de l'OCI est structuré en 2014 de la manière suivante : les divers produits manufacturés (27%), les combustibles minéraux (26%), les machines et matériel de transport (19%), les produits alimentaires et les matières brutes non comestibles (10% chacun) et les produits chimiques (7%).

Le commerce mondial des services commerciaux des pays de l'OCI a avoisiné en 2014 une valeur de 800 milliards USD et depuis les 5 dernières années, la part moyenne du commerce des services dans le commerce global des pays de l'OCI est de l'ordre de 18%. Ce commerce est composé de 33% des services de transport suivi des voyages (32%), services aux entreprises (14%), services gouvernementaux (7%), services de construction (3%), de communication (3%), des assurances (3%), financiers (2%) et les autres services IT, personnels, culturels, récréatifs, licences et audiovisuels (3%).

Les principaux acteurs de ces services sont : l'Arabie Saoudite, les EAU, la Malaisie, la Turquie, l'Indonésie, l'Égypte, le Liban, le Koweït et le Nigeria qui ont assuré environ 71% du commerce total des pays de l'OCI en 2014.

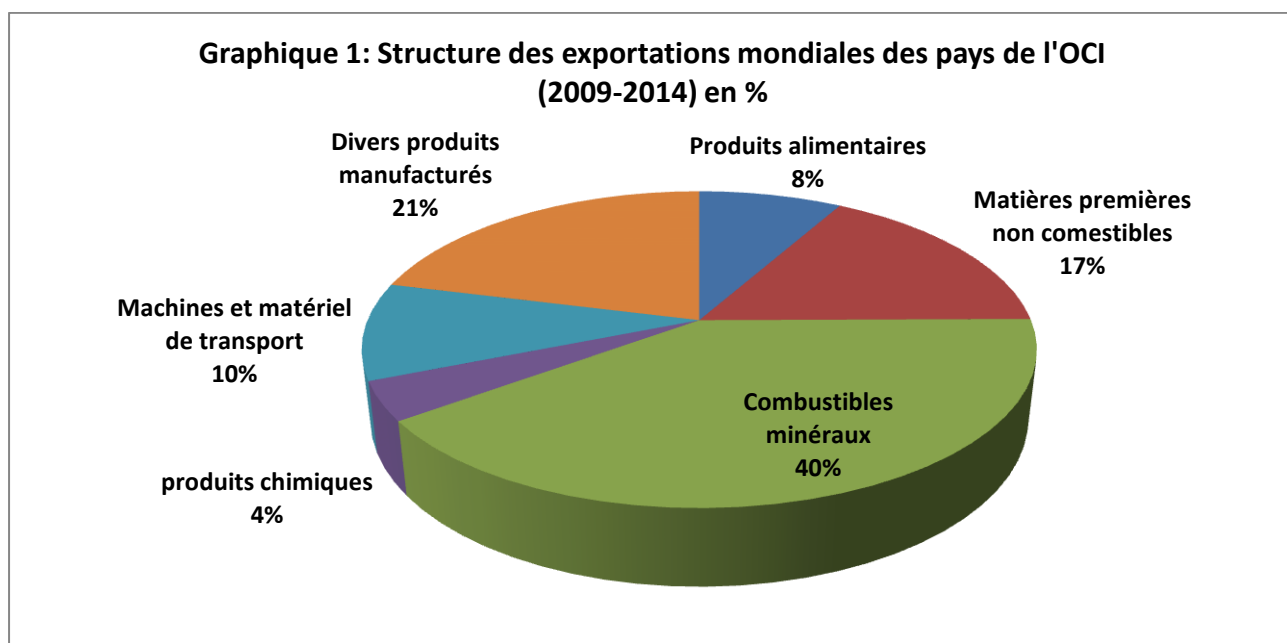
❖ Les exportations

Les exportations mondiales des États Membres de l'OCI ont connu un reflux de 3% passant de 2,22 trillions \$US en 2013 à 2,15 trillions \$US en 2014 soit environ une diminution de l'ordre de 66 milliards USD. Cette baisse s'explique par la contraction des exportations mondiales de certains pays suivants en raison de la fluctuation des cours de produits de base tels que les combustibles et les produits alimentaires et miniers à l'échelle internationale :

- **Bahreïn** (18,15 milliards \$US ; 50,2% de décroissance entre 2013 et 2014 suite à la contraction de ses exportations des produits pétroliers de (-882 millions USD soit 8,8%), de barres d'aluminium (-540,5 millions USD soit -36%), de voitures (-408,5 millions USD, -50%), de bijoux (-186 millions USD ; -28%), de bateaux de croisières, cargo et barges (-155,5 millions USD ; -97%), et des climatiseurs (-117 millions USD ; -52,3%) ;
- **La Libye** dont les exportations ont connu un repli de 46% soit à 17 milliards USD à cause de la baisse de ses exportations des combustibles bruts de 22 milliards USD soit - 53,2%, d'engrais (-79 millions USD ; -58%), de produits chimiques organiques (-27,2 millions USD ; -24%), de paquebots, transbordeurs, cargos (-20 millions USD ; -100%) ;
- Les exportations de **l'Arabie Saoudite** ont régressé de 4,3% correspondant à 15 milliards \$US du fait de la diminution de ses exportations entre autres, de combustibles bruts de 26 milliards USD soit - 9%, de produits chimiques organiques tels l'éther (-3,2 milliards USD ; -58%), de gaz de pétrole (-2,2 milliard USD, -27%), de remorqueurs et de bateaux-pousseurs (-1,1 milliard USD ; -100%) et de voitures de tourisme (-767 millions USD ; -97%) ;
- **l'Égypte** qui a connu un reflux de ses exportations de l'ordre de 20,7% soit 7 milliards USD à cause entre autres de la baisse de ses exportations du gaz de pétrole de 1,2 milliard USD soit - 76% suivies par les engrais (-432,4 millions USD ; -40%), d'or (-242 millions USD ; -27%) ; de riz (-169,3 millions USD ; -85%) et du pétrole brut (-112 millions USD ; -4,4%) ;
- **L'Indonésie** qui a connu régression de ses exportations de 3,6% soit une valeur de 6,5 milliards USD lié à diminution de ses exportations de certains produits

tels les houilles et briquettes de 18% équivalent à 4,1 milliards USD, de caoutchouc naturel(-2,2 milliards USD ; -31,3%), de minerais de nickel et leurs concentrés (-1,6 milliard USD ; -95%), de minerais de cuivre et leurs (-1,3 milliard USD ; -44%), de minerai d'aluminium et leurs concentrés (-1,3 milliard USD ; -97%), du gaz de pétrole (-949 millions USD ; -5,2%) et du pétrole brut (-933,5 millions USD ; -9,2%).

Malgré cette tendance baissière, certains pays de l'OCI ont enregistré une augmentation de leurs exportations mondiales entre 2013 et 2014, il s'agit entre autre du Kazakhstan (+16 milliards USD), de la Turquie (+6 milliards USD), de la Malaisie (+5,6 milliards USD), du Bangladesh (+4,3 milliards USD), du Burkina Faso (+2,2 milliards USD et du Maroc (+1,4 milliard USD).



Les principaux produits exportés par les Etats Membres sont : les combustibles minéraux (40%), les divers produits manufacturés (21%), les matières brutes non comestibles (17%), les machines et matériel de transport (10%), les produits alimentaires (8%) et les produits chimiques (4%).

❖ Les importations

Les importations mondiales des Etats Membres de l'OCI ont enregistré en 2013 une valeur de 1,97 trillion \$US contre 2,01 trillion \$US en 2014, soit une progression de 2,2% renforcé par la croissance des importations mondiales des pays ci-après :

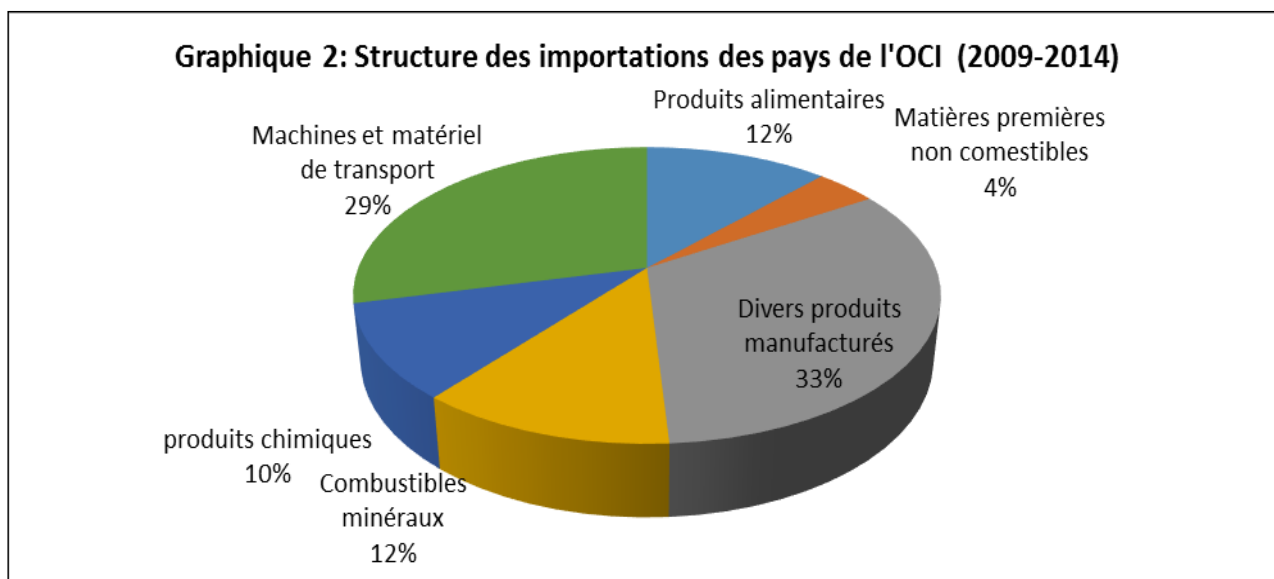
- **Les Emirats Arabes Unis**(+9,4% de croissance des importations correspondant à une valeur de 23,4 milliards \$US ; suite à l'augmentation des ses importations de voitures, de tracteurs et cycles de l'ordre 1,2 milliard USD soit +11,4%, d'hélicoptères et avions (+820,6 millions USD ; +13%), de gaz de pétrole (+690 millions USD ; +28,8%), de yachts et autres bateaux de plaisance (+687 millions USD ; +820%), et de chaussures (+571,5 millions USD ; +415%);
- **L'Iran** (+25% soit +21 milliards \$US ; 6,4% à cause de l'augmentation des importations de perles et de bijoux de 826 millions USD, de froment (blé) (+695 millions USD ; +53%), d'appareils d'éclairage (+677 millions USD ; +174%),

d'articles électriques (+595 millions USD ; +101%), et de voitures de tourisme (+453,4 millions USD ; +82%) ;

- **l'Arabie Saoudite** (+9,7 milliards \$US soit +6% de croissance suite à l'augmentation des importations des combustibles minéraux (+9,2 milliards USD), d'hélicoptères et d'avion (+3 milliards USD), de tracteurs (+831,6 millions USD) et d'appareils mécaniques (+571 millions USD).
- **Bahreïn** (+6,6 milliards \$US ; soit +48,7% à cause de la hausse des importations de du pétrole brut (+319,3 millions USD), de minerais d'aluminium et leurs concentrés (+231 millions USD), de minerais de fer et leurs concentrés (+195 millions USD), de voitures de tourisme (+107 millions USD) et de graviers (+96 millions USD) ;
- **leTogo** (+5 milliards \$US ; +241% à cause de la croissance de l'importation du pétrole brut de 48% soit environ 27,5 millions USD suivies par le coke du pétrole (+16,4 millions USD ; +172), de tissus de coton (+16,3 milliard USD ; +45%), de ciment hydraulique (+15,2 millions USD ; +93%) et de médicaments (+10,7 millions USD ; +507%).

Par ailleurs d'autres pays de l'OCI ont vu également leur importation mondiale baisser durant cette période à savoir : le Kazakhstan, la Turquie, l'Indonésie, la Libye, le Pakistan le Bénin, Oman et l'Egypte

Les principaux produits importés par les Etats Membres sont : les divers produits manufacturés (33%), les machines et matériel de transport (29%), les combustibles minéraux (16%), les produits alimentaires (12%), les produits chimiques (10%) et les matières brutes non comestibles (4%).



III. DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS DU COMMERCE INTRA-OCI

Comme l'activité économique mondiale peine à retrouver son dynamisme ces dernières années, les pays de l'OCI ne sont pas en reste car subissent également les tendances des économies de certains pays tels que les USA, les pays de l'UE, de l'ALENA et des pays asiatiques avec qui ils sont liés par des accords bilatéraux et multilatéraux.

Les économies de la zone OCI sont aussi tributaires de la fluctuation des cours de produits de base et des taux de change des monnaies faisant l'objet des transactions

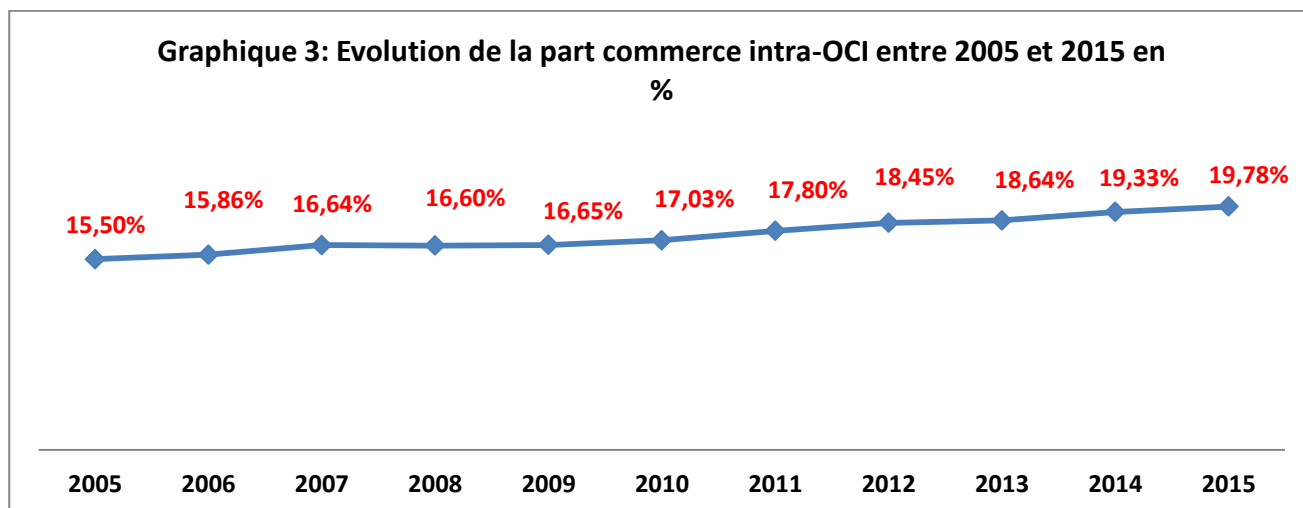
commerciales internationales mais aussi des flux des IDEs intra-zone (OCI et partenaires au développement).

La variation du taux de croissance des économies ténors de l'OCI tels que : les Emirats A.U, l'Arabie Saoudite, la Malaisie ; la Turquie, l'Indonésie, l'Iran, le Qatar, le Nigeria, l'Irak et le Koweït impacte directement le commerce mondial et intra-communautaire de ces pays membres.

En effet, le volume du commerce entre les Etats Membres de l'OCI (exportations intra-OCI+ importations intra-OCI) a enregistré une hausse considérable depuis l'exécution du Plan d'Action Décennal (2005-2015) de l'OCI (PAD) en passant de 271,45 milliards USD en 2005 à 878 milliards USD en 2015 soit une augmentation de 223%.

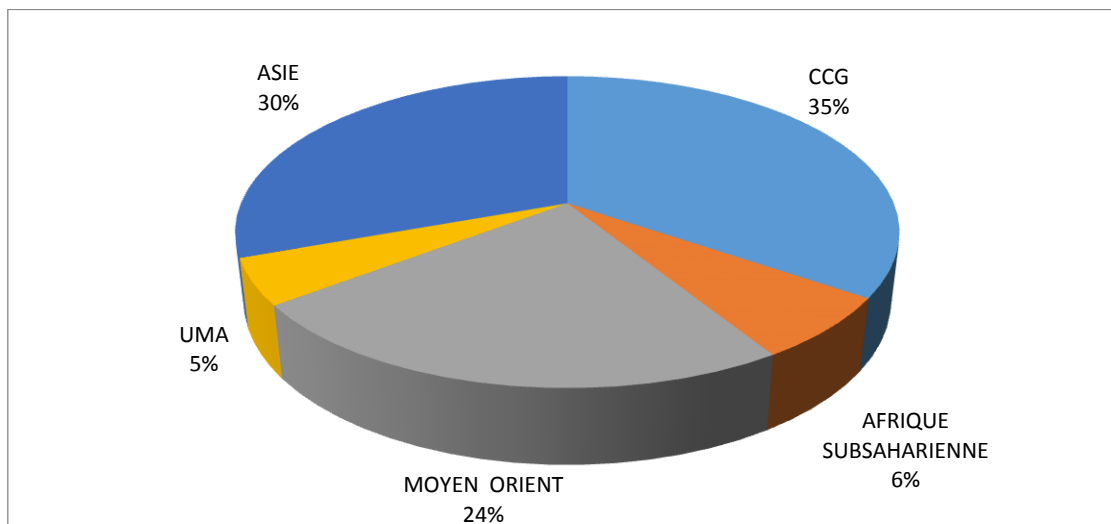
Malgré les effets de la crise économique internationale, les Etats Membres ont tendance à augmenter leur commerce intra-communautaire grâce à la proximité géographique, l'existence des accords bilatéraux et régionaux, la similarité des modèles de consommation, la complémentarité régionale et les efforts de promotion commerciale, de financement du commerce et de l'assurance et de garantie de crédit à l'exportation et de facilitation du Groupe Consultatif mais également à la mise en œuvre de la Stratégie du COMCEC.

Ainsi, la part du commerce intra-OCI dans le commerce total des Etats Membres est passée de 15,50% en 2005 à 19,78% en 2015, soit une augmentation de 28%.

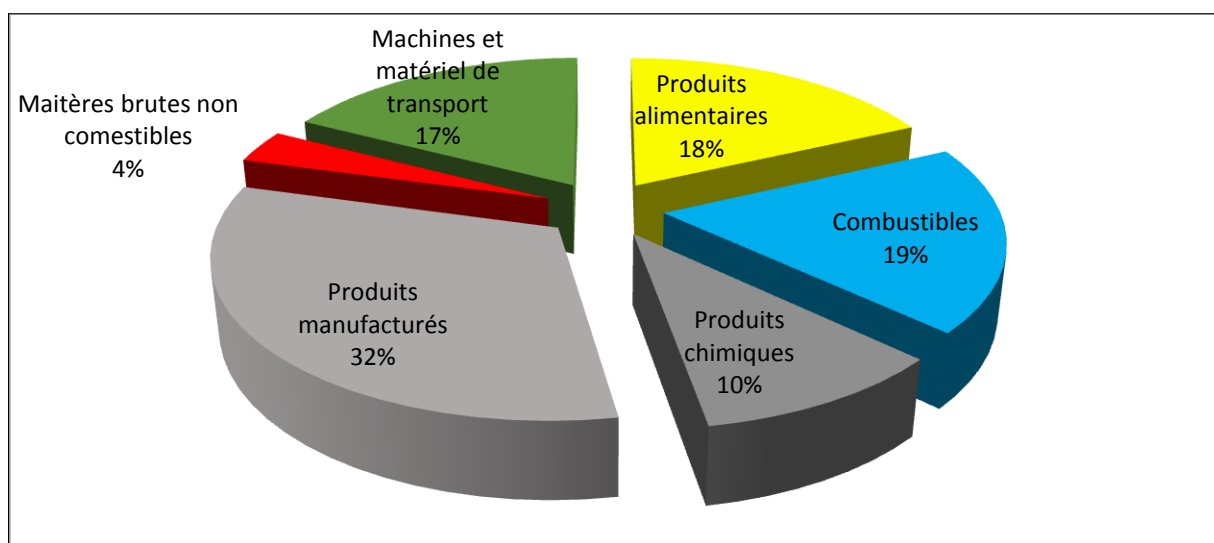


Les principaux acteurs du commerce intra-OCI en 2014 sont : les **Emirats A.U** (121,7 milliards \$US, soit 15,2% du commerce intra-OCI), **la Turquie** (77,8 milliards \$US ; 9,7%), **l'Arabie Saoudite** (74,3 milliards \$US ; 9,3%), **l'Iran** (65,4 milliards \$US ; 8,2%), **l'Indonésie** (56,5 milliards \$US ; 7%), **la Malaisie** (46 milliards \$US ; 5,7%), **l'Irak** (29,2 milliards \$US ; 3,7%), la **Syrie** (28 milliards \$US ; 3,5) le **Pakistan** (27,5 milliards \$US ; 3,4%), et **l'Egypte** (26,1 milliards \$US ; 3,3%). Ces dix pays se sont taillé 69% du commerce intra-OCI en 2014.

A l'échelle régionale, le commerce intra-OCI est assuré à 35% par les pays du Golfe suivis par les pays d'Asie (31%), les pays du Moyen Orient (24%), les pays d'Afrique Subsaharienne (7%) et les pays de l'UMA (5%) en 2014.

Graphique 4 : Distribution géographique du commerce intra-OCI en 2014

Les principaux produits échangés entre les Etats Membres de l'OCI sont composés de 32% de divers produits manufacturés, les combustibles minéraux (19%), les produits alimentaires (18%), les machines et matériel de transport (17%), les produits chimiques (10%) et les matières brutes non comestibles (3%).

Graphique 5 : Structure du commerce intra-OCI (2009-2014) en %

Entre 2005 et 2014, environ 33 pays, ont atteint l'objectif du seuil de 20% du commerce intra-OCI prôné par le Plan d'Action Décennal (PAD), il s'agit par ordre décroissant de : la **Syrie** (88,17% de son commerce est effectué avec les pays de l'OCI), la **Somalie** (70,10%), **Djibouti** (64,86%), la **Gambie** (61,73%), le **Tadjikistan** (48,87%), le **Kirghizistan** (47,07%), **l'Afghanistan** (46,65%), **Bahreïn** (45,68%), le **Soudan** (45,63%), la **Jordanie** (44,77%), le **Liban** (41,17%), le **Bénin** (37,93%), le **Sénégal** (37,05%), le **Burkina Faso** (35,69%), le **Pakistan** (35,57%), **l'Ouzbékistan** (34,02%), le **Togo** (33,70%), **l'Iran** (32,80%), le **Tchad** (32,28%), **l'Egypte** (31,90%), la **Côte d'Ivoire** (31,49%), le **Yémen** (29,86%), le **Turkménistan** (29,21%), **Oman** (29,21%), le **Mali** (29,01%), le **Niger** (27,29%), les **Comores** (27,33%), **l'Irak** (27,22%), la **Guinée Bissau** (25,88%), les **Emirats Arabes Unis** (22,96%) la **Turquie** (21,44%), le **Koweït** (21,38%) et **l'Ouganda** (20,66%).

Ainsi, ces pays et le reste des Etats Membres doivent investir davantage dans le domaine du renforcement des capacités, de participation aux foires, salons internationaux et fora d'affaires et notamment ceux qui sont organisés par le CIDC mais également alléger leur procédure du commerce extérieur et de l'investissement intra-OCI afin de dynamiser les échanges commerciaux entre les Etats Membres. Par ailleurs, la diversification de l'offre exportable est une nécessité pour développer le commerce extérieur et l'investissement intra-OCI. Il est aussi important que les Etats Membres de l'OCI participent activement aux activités des Institutions de l'OCI en charge du développement du commerce intra-OCI à savoir celles du CIDC, du Groupe de la BID, de la CICIA et du SMIIC et aux projets du COMCEC dans le cadre de la Gestion de Cycles de Projets (PCM).

❖ Les exportations intra-OCI

Les exportations intra-OCI ont presque triplé entre 2005 et 2014 passant de 134,3 milliards \$US en 2005 à 378,91 milliards \$US en 2014 soit une hausse de 182%. Entre 2013 et 2014, une légère de 0,06% a été constatée suite à la fluctuation des cours de produits de base et des taux de change des monnaies faisant l'objet des transactions commerciales internationales mais aussi des flux des IDEs intra-OCI. Néanmoins, certains pays ont contribué à la hausse des exportations intra-OCI entre 2013 et 2014 à savoir :

- **Les Emirats Arabes Unis** (+4 milliards \$US soit +5,5% d'augmentation des exportations intra-OCI entre 2013 et 2014) ;
- **Bahreïn** (+2,6 milliards \$US correspondant à une hausse de 62,6% grâce à la progression de ses exportations des produits ferreux de 252,4 millions USD, de fils en aluminium de 226,6 millions USD, de minerais de fer et concentrés de 112,7 millions USD, de pièces détachées automobile de 73,5 millions USD et de cannes à sucre et de betterave à sucre de 58,4 millions USD);
- **Arabie Saoudite** (+1,8 milliard \$US soit 3,7%) ;
- **L'Indonésie** (+1,6 milliard \$US équivalent à une amélioration de 7,1% dû à l'augmentation de ses exportations intra-OCI d'huile de palme de 1,6 milliard USD, de bijoux de 367,8 millions USD, de voitures de tourisme de 267,5 millions USD, de gaz de pétrole de 208,5 millions USD, d'huile de coco, de palmiste de 190,1 millions USD et de bateaux de 184,8 millions USD) ;
- **Le Koweït** (+1,6 milliard \$US soit une progression de 12,8% dû à la hausse de ses exportations intra-OCI d'hydrocarbures cycliques de 206 millions USD, de véhicules automobiles de 101,6 millions USD, de lait de 75,4 millions USD, de barres de fer de 53,6 millions USD et de pièces de machines de 37,6 millions USD).

Cependant, on a observé une décroissance importante des exportations intra-OCI entre 2013 et 2014 variant entre 200 millions USD et 5,5 milliards USD de Oman, de la Malaisie, du Pakistan, de la Turquie, de la Syrie, de l'Azerbaïdjan, de l'Egypte, de la Libye, du Liban, de la Tunisie, de l'Irak, de l'Ouganda et du Tadjikistan suite à la fluctuation des prix des produits de base, de taux de change et de la stabilité économique dans certains de ces pays.

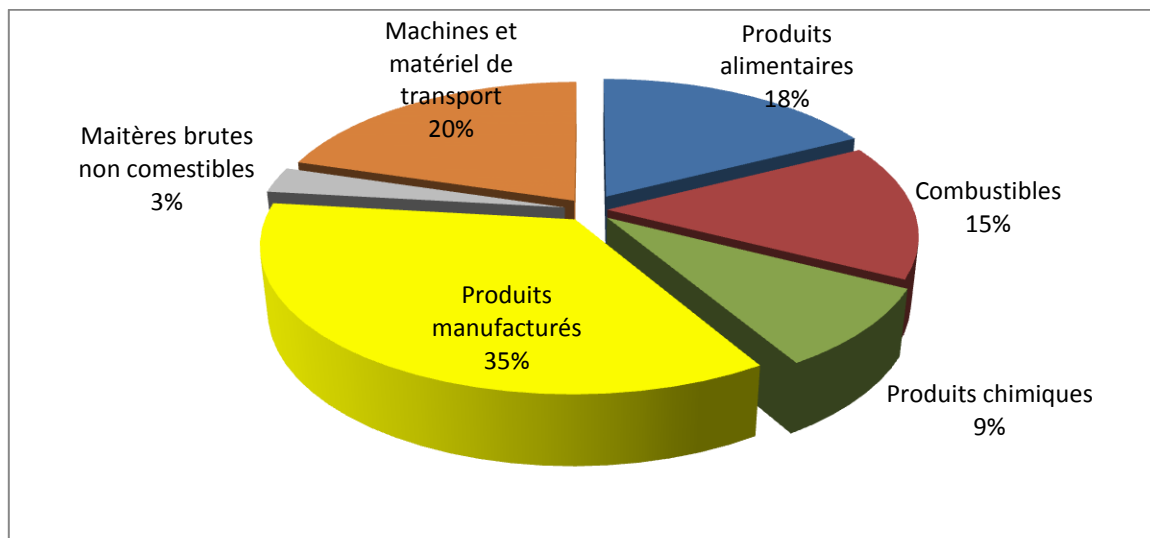
Par ailleurs, **les exportations intra-OCI ont représenté 17,63% des exportations globales des Etats Membres en 2014 soit une progression de 3% par rapport à 2013.**

En 2014, les principaux exportateurs vers les Etats Membres de l'OCI sont : **les Emirats Arabes Unis** (74,4 milliards \$US soit 19,6% des exportations intra-OCI) suivis par **l'Arabie**

Saoudite (49,5 milliards \$US ; 13,1%), **la Turquie** (48,7 milliards \$US ; 12,8%), **l'Indonésie** (24,7 milliards \$US ; 6,5%), **la Malaisie** (24,1 milliards \$US ; 6,4%), **l'Iran** (16,1 milliards \$US ; 4,2%), **le Qatar** (14,4 milliards \$US ; 3,8%), **le Koweït** (13,9 milliards \$US ; 3,7%), **la Syrie** (12,5 milliards \$US ; 3,3%) et **l'Égypte** (11,7 milliards \$US ; 3,1%). En somme, ces dix pays ont assuré 76,5% des exportations totales intra-OCI en 2014.

Les principaux produits exportés entre les Etats Membres de l'OCI en 2014 sont : les produits manufacturés (35% des exportations intra-OCI), les machines et matériel de transport (20%), les produits alimentaires (18%), les combustibles (15%), les produits chimiques (9%), et les matières brutes non comestibles (3%).

Graphique 6 : structure des exportations intra-OCI (2009-2014) en %



❖ Les importations intra-OCI

En l'espace de 10 ans, les importations intra-OCI ont plus que triplé passant de 137,1 milliards USD en 2005 à environ 423,3 milliards USD en 2013. Entre 2013 et 2014, elles ont progressé de 6,6% suite à la hausse des importations intra-OCI des Etats Membres suivants :

- **Emirats Arabes Unis** (+12,7 milliards \$US, soit +37% de croissance des importations intra-OCI) ;
- **l'Iran** (+9,5 milliards \$US ; +24%) ;
- **Bahreïn** (+5,7 milliards \$US ; soit +111,2% due à l'augmentation considérable de ses importations intra-OCI de combustibles minéraux de 318,6 millions USD ; de cailloux, gravier et de pierres concassés de 96 millions USD, de coton de 93 millions USD, de dolomite de 38 millions USD graisses, de produits à base de goudron de 32 millions USD ;
- **l'Arabie Saoudite** (+3,7 milliards \$US ; +17,7%) ;
- **le Koweït** (+2 milliards \$US soit +28,7% résultant de la croissance des importations intra-OCI de cailloux, de graviers et de pierres concassées de 141 millions USD, de matériel de construction (barres de cuivre) de 110 millions USD, de lactosérum (composant de lait) de 95,6 millions USD, de bijoux de 81,6 millions USD et des produits ferreux de 67,4 millions USD).

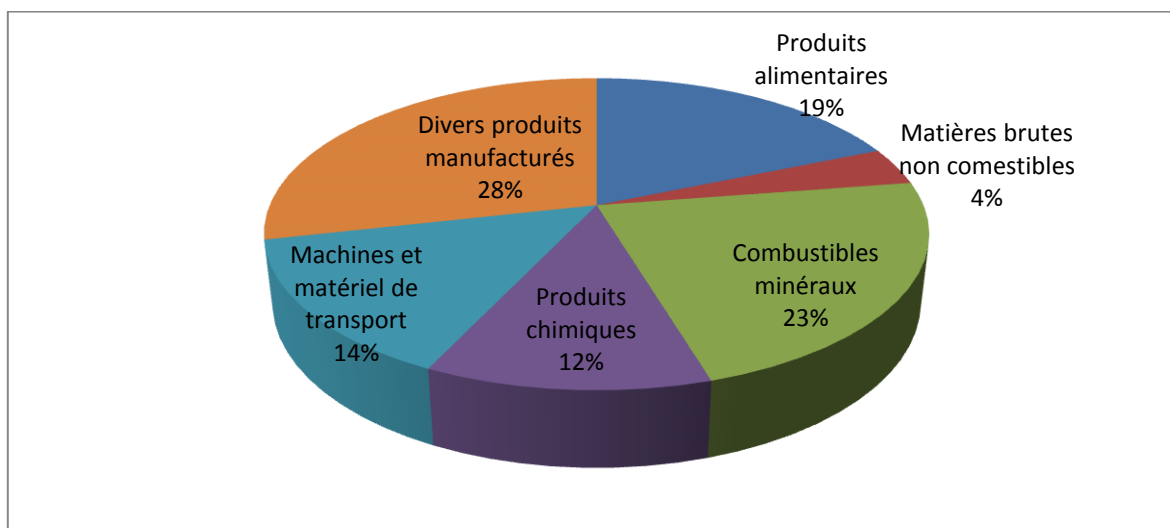
D'autres pays de l'OCI ont vu également leur importation intra-OCI baisser substantiellement considérablement (500 millions à 3 milliards USD) entre 2013 et 2014 et notamment celles : de la Turquie, d'Oman, du Pakistan, d'Indonésie, la Libye, de la Tunisie, de l'Algérie, du Bénin et de l'Égypte.

On note que les importations intra-OCI ont représenté 21,04 des importations totales des Etats Membres en 2014 contre 20,17 en 2013 soit une progression de 4,3%.

En 2014, les principaux pays importateurs de la Zone OCI sont : l'Iran (49,4 milliards \$US soit 11,7% des importations intra-OCI) suivis par les Emirats A.U (47,3 milliards \$US ; 11,2%), l'Indonésie (31,8 milliards \$US ; 7,5%), la Turquie (29,1 milliards \$US ; 6,9%), l'Irak (25,8 milliards \$US ; 6,1%), l'Arabie Saoudite (24,8 milliards \$US ; 5,9%), la Malaisie (21,9 milliards \$US ; 5,2%), le Pakistan (20,8 milliards \$US ; 4,9%), la Syrie (15,5 milliards \$US ; 3,7%) et l'Égypte (14,4 milliards \$US ; 3,4%). Ainsi, ces 10 pays ont assuré 66,3% des importations intra-OCI en 2014.

Les principaux produits importés entre les Etats Membres de l'OCI sont : les divers produits manufacturés avec 28% des importations intra-OCI suivi par les combustibles minéraux avec 23%, les produits alimentaires (19%), les machines et matériel de transport (14%), les produits chimiques (12%) et les matières brutes non comestibles (4%).

Graphique 7 : structure des importations intra-OCI (2009-2014) en %



IV- OBSTACLES AU DEVELOPPEMENT DU COMMERCE INTRA-OCI

En dépit des efforts considérables déployés au niveau de l'OCI et par les Etats Membres pour promouvoir le commerce intra-OCI et enrayer les goulots d'étranglement, de nombreux obstacles subsistent encore notamment :

- Problèmes d'accès aux marchés : obstacles tarifaires, para-tarifaires et souvent non-tarifaires et notamment : la complexité d'établissement des règles d'origine ; les difficultés des entreprises à se conformer aux normes internationales et absence de reconnaissance mutuelle des normes ; le manque d'agrément aux procédures nationales et régionales ; la lourdeur administrative aux postes transfrontaliers surtout durant les opérations de dédouanement; l'existence de contrôles illégitimes des cargaisons des camionneurs; le problème d'octroi de visas des hommes d'affaires ; l'existence des licences et l'interdiction des exportations ; le contrôle de quantité des produits ; Le manque d'application des engagements des textes de

coopération économique régionale et d'information sur le cadre réglementaire de facilitation du commerce ; la non-concordance des jours ouvrables et d'horaires de travail aux postes frontaliers; et le manque des instruments de régulation des échanges intra-régionaux.

Ainsi, entre Décembre 2008 et Décembre 2014, les pays les plus affectés par ces mesures sont : la Turquie, l'Indonésie, la Malaisie, les Emirats Arabes Unis, le Pakistan, l'Égypte, l'Arabie Saoudite, l'Iran, le Maroc et le Bangladesh.

- Entraves au niveau logistique : infrastructures, transports, services d'appui au commerce international faibles ou non adéquats ;
- Existence d'une offre exportable non diversifiée et non adaptée aux normes et standards internationaux des marchés ;
- Manque d'informations sur les marchés et les opportunités d'affaires, malgré les efforts déployés en la matière par le CIDC et les institutions de l'OCI concernées ;
- Limite des opportunités de rencontres et de promotion des productions nationales sur les autres marchés des pays de l'OCI ;
- Complexité des procédures administratives liées au commerce extérieur au niveau douanier, bancaire, portuaire, etc... ;
- Manque de cadres et de techniciens spécialisés en commerce international ;
- Inadéquation et insuffisance des instruments de financement en particulier au profit des PME-PMI.

*** Les entraves à l'exportation :**

Les principales entraves au développement des exportations intra-OCI d'après un sondage effectué par le CIDC auprès des exportateurs sont : le coût de développement des nouveaux marchés, les risques de change, le coût ou la fourniture de la main d'œuvre, la réglementation, l'obtention des renseignements sur les marchés des États Membres, l'obtention des licences ou des cautions et les partenaires locaux.

*** Les entraves à l'importation :**

Les principaux obstacles reportés sont : le risque de ne pas avoir des autorisations du service des changes et l'obtention des cautions bancaires pour effectuer des importations suivis par les risques politiques et commerciaux, les normes de qualité, sanitaires et phytosanitaires ; les évaluations en douane et les procédures douanières, l'obtention des licences d'importation et les mesures de sauvegarde et les règles d'origine.

Malgré ces entraves, certains pays de l'OCI ont fourni beaucoup d'efforts pour faciliter le commerce transfrontalier :

- La soumission et le traitement électroniques des transactions commerciales : Bahreïn, Bénin, Brunei, Égypte, La Gambie, Kazakhstan, Pakistan, Malaisie, Ouganda, Indonésie, Mali, Tunisie, Turquie, Emirats Arabes Unis, Guyana, Jordanie, Niger, Ouzbékistan, Qatar, Soudan, Yémen, Bangladesh, Albanie, Mauritanie, Sierra Leone, Suriname, Tadjikistan, Kirghizistan, Togo;
- L'établissement des guichets uniques nationaux : Malaisie, Indonésie, Brunei, Turquie, Sénégal, Égypte, Emirats Arabes Unis, Tunisie, Azerbaïdjan, Burkina Faso, Bénin, Cameroun, Bangladesh, La Gambie, Jordanie, Mozambique, Ouganda,

- Ouzbékistan, Pakistan, Sierra Leone, Qatar, Arabie Saoudite, Koweït, Bahreïn, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Côte d'Ivoire, Togo, Liban, Guyane, Soudan, Iran, Oman, Gabon, Nigeria, Algérie, Libye, Albanie, Maldives, Niger. Mali (en cours), Suriname (en cours) ;
- Utilisation ou amélioration des inspections basées sur la gestion des risques : Côte d'Ivoire, Guyana, Jordanie, Maroc, Suriname, Bahreïn, Emirats Arabes Unis, Tunisie, Albanie, Cameroun, Iran, Nigeria, Kazakhstan, Mauritanie, Soudan, Jordanie, Yémen, Kirghizistan ;
 - Existence de la coopération bilatérale et Multilatérale à la frontière : Pays de l'ANASE, du COMESA, Ouganda, Burkina Faso, Ghana, Mali-Sénégal, Alliance Africaine du Commerce Electronique (AAEC), Pana-alliance Asiatique du Commerce Electronique (PAA), Cameroun-CEMAC, UEMOA,... ;
 - Amélioration de l'indice de la performance logistique de plus de 10% entre 2010 et 2014 : Qatar, Burkina Faso, Maroc, Guinée Bissau, Maldives, Egypte, Algérie, Pakistan, Indonésie et Mali ;
 - Amélioration des performances de la douane de plus de 20% entre 2010 et 2015 : Egypte, Mali, Azerbaïdjan, Bangladesh, Brunei, Guyane, Indonésie, Kazakhstan, Bénin, Kirghizistan, Burkina Faso, Cameroun, Gambie, Ouganda, Sierra Leone, Albanie, Jordanie, Tunisie, Iran, Koweït, Mozambique, Niger, Ouganda, Qatar, Côte d'Ivoire, Guinée et Palestine;
 - Amélioration des infrastructures nationales de plus de 10% entre 2010 et 2014 : Guinée-Bissau, Comores, Egypte, Pakistan, Irak, Qatar, Burkina Faso, Algérie, Azerbaïdjan, Guyana, Maldives, Tadjikistan, Tchad, Indonésie, Turquie, Togo et Mali ;
 - Amélioration de la distance à la frontière de plus de 10% entre 2010 et 2014 : Guinée, Togo, Ouzbékistan, Guinée Bissau, Bénin, Côte d'Ivoire, Tchad, Sierra Leone, Niger, Sénégal, Djibouti, Burkina Faso, La Gambie, Suriname, Nigeria et le Mali ;
 - Amélioration des procédures dans les ports : Côte d'Ivoire, Arabie Saoudite, Bahreïn, Bénin, Pakistan, Maroc, Cameroun, Guyane, Bangladesh, Djibouti, Sénégal, Emirats Arabes Unis, Jordanie, Guinée, Kazakhstan, Soudan, Algérie, Nigeria, Oman, Tunisie ;
 - Amélioration du taux de connectivité maritime pour les pays à littoral de plus de 50% entre 2005 et 2015 : l'Albanie, le Maroc, Bahreïn, Somalie, Liban, Irak, Djibouti, Nigeria, Yémen, Soudan, Côte d'Ivoire, Oman, Jordanie, Togo, Turquie, Maldives, Bangladesh, Emirats Arabes Unis, Arabie Saoudite, Bénin, Malaisie, Mozambique et Pakistan.

En effet, ces réalisations ont permis à certains pays de connaître une réduction de leurs coûts commerciaux selon Doing Business entre 2010 et 2015 à savoir :

- Baisse d'un document exigé à l'export et à l'import : Bénin, Burkina Faso, Kazakhstan, Oman, Mali, Gambie, Afghanistan, Koweït, Azerbaïdjan, Indonésie, Malaisie, Maroc, Mauritanie, Egypte, Jordanie, Emirats AU, Kirghizistan, Ouganda, Ouzbékistan, Tunisie, Côte d'Ivoire ;

- Baisse du délai des opérations de l'exportation et à l'importation : Azerbaïdjan, Brunei, Indonésie, Kazakhstan, Malaisie, Cameroun, Djibouti, Gambie, Mozambique, Sierra Leone, Qatar, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Arabie Saoudite, Burkina Faso, Emirats AU, Guyana, Iran, Niger, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Soudan, Yémen, Bénin, Côte d'Ivoire, Mali, Oman, Tunisie
- Baisse du coût du conteneur à l'exportation et à l'importation : Côte d'Ivoire, Bangladesh, Malaisie Indonésie, Afghanistan, Azerbaïdjan, Bénin, Guinée Bissau, Gambie, Sénégal, Oman, Maroc, Algérie.

Par ailleurs, la mise en œuvre du PRETAS et du projet d'interopérabilité des guichets uniques commerciaux des Etats Membres de l'OCI initié par le Groupe Consultatif et poursuivi par le Sous-Comité du Commerce et de l'Investissement de l'ACMOI et d'un observatoire des barrières non tarifaires au CIDC permettront d'atténuer les obstacles au commerce intra-OCI. Il sied également que, les Etats Membres de l'OCI prennent activement part à la mise en œuvre de l'Accord SPC-OCI et ses protocoles et aux activités des organes de l'OCI en charge des affaires économiques et commerciales notamment celles du CIDC, du Groupe de la BID, de la CICA et du SMIIC et aux Groupes de Travail du COMCEC pour renforcer le commerce intra-OCI afin d'atteindre les objectifs du Plan d'Action Décennal de l'OCI qui est de porter la part du commerce intra-OCI dans le commerce global à 25% à l'horizon 2025.

Le CIDC a organisé plusieurs séminaires de sensibilisation sur l'importance de l'Accord SPC-OCI et ses protocoles dans les pays du Golfe et en Afrique du Nord notamment en Arabie Saoudite, à Oman, au Koweït, en Libye, au Maroc, au Burkina Faso avec l'UEMOA, à Istanbul pour les pays de l'ECO en collaboration avec le COMCEC et le Département de Coopération et de l'Intégration de la BID, au Suriname avec la participation de la Guyane en Juin 2015, à Casablanca en mars 2016 pour les pays africains en collaboration avec le Département de Coopération et de l'Intégration de la BID et dernièrement à Amman en Jordanie pour les cadres de l'Etat de Palestine et du Royaume Hachémite de Jordanie en avril 2016.

Il est aussi judicieux d'améliorer davantage la connectivité maritime entre les Etats Membres de l'OCI via la création des lignes maritimes entre les pays africains, asiatiques et du Golfe et la sensibilisation des pays membres à établir des guichets uniques commerciaux et de leur interopérabilité afin de mieux promouvoir le commerce intra-OCI.

V- PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE MONDIALE (2016-2017)

Nous remarquons que les difficultés économiques des pays développés affectent également les pays en développement et les économies en transition à travers l'affaiblissement de leurs exportations et la volatilité accrue des flux de capitaux et des prix des matières premières. Les grandes économies en développement sont cependant également confrontées à des problèmes intérieurs, et certains pays dont la Chine font face un déclin des investissements, résultant des contraintes de financement dans certains secteurs de l'économie et d'une capacité de production excédentaire.

Selon les données du FMI d'avril 2016, la croissance mondiale devrait atteindre 3,4 % en 2016 et 3,6 % en 2017.

Dans les pays avancés, la croissance devrait s'accélérer de 0,2 point en 2016 pour atteindre 2,1 %, et rester stable en 2017. L'activité globale reste résiliente aux États-Unis, portée par des conditions financières qui restent accommodantes et un renforcement des marchés du logement et du travail, mais la vigueur du dollar pèse sur l'activité manufacturière, et la baisse des prix du pétrole réduit l'investissement dans les structures et le matériel miniers. Dans la zone euro, l'augmentation de la consommation privée qui s'explique par la baisse des prix du pétrole et les conditions financières accommodantes fait plus que compenser un fléchissement des exportations nettes. Au Japon, la croissance devrait aussi s'affermir en 2016, grâce au soutien budgétaire, au recul des prix du pétrole, aux conditions financières accommodantes et à l'augmentation des revenus.

Dans les pays émergents et les pays en développement, la croissance devrait passer de 4% en 2015 (taux le plus bas depuis la crise financière de 2008-09) à 4,3% et à 4,7% en 2016 et en 2017, respectivement.

En effet, en Chine, la croissance devrait ralentir à 6,3% en 2016 et à 6,0% en 2017, principalement à cause de l'affaiblissement de la croissance de l'investissement qui accompagne le rééquilibrage de l'économie.

En Inde et dans les autres pays émergents d'Asie, la croissance devrait généralement rester vigoureuse, bien que certains pays soient confrontés à des vents contraires liés au rééquilibrage de l'économie chinoise et à la faiblesse de l'activité manufacturière mondiale.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, malgré une croissance positive dans la plupart des pays, il est maintenant prévu que le PIB global se contracte aussi en 2016, quoique dans des proportions moindres qu'en 2015. Ce repli s'explique par la récession au Brésil et dans d'autres pays aux prises avec des difficultés économiques.

Au Moyen-Orient, une croissance plus élevée est prévue, mais la baisse des prix du pétrole, et dans certains cas les tensions géopolitiques et les conflits internes, continuent de peser sur les perspectives.

Dans les pays émergents d'Europe, la croissance devrait rester plus ou moins stable, quoique avec un certain ralentissement en 2016. La Russie, qui continue de s'ajuster au bas niveau des prix du pétrole et aux sanctions occidentales, devrait demeurer en récession en 2016. D'autres pays de la Communauté des États indépendants souffrent de la récession en Russie et des tensions géopolitiques, et, dans certains cas, de faiblesses structurelles internes et du bas niveau des prix du pétrole ; leur croissance devrait être modeste en 2016, mais s'accélérer en 2017.

Dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, la croissance va s'accélérer progressivement, mais, en raison de la baisse des prix des produits de base, elle atteindra des taux plus faibles que ceux observés au cours des dix dernières années. Cela s'explique principalement par la poursuite de l'ajustement à la baisse des prix des produits de base et à la hausse des coûts d'emprunt, qui pèse lourdement sur quelques-unes des plus grosses économies de la région (Afrique du Sud, Angola et Nigéria), ainsi que plusieurs pays plus petits exportateurs de produits de base.

Actuellement, les marchés à terme ne laissent entrevoir que des augmentations modestes des prix en 2016 et en 2017. Les prix des autres produits de base, en particulier des métaux, ont également reculé.

Selon les données de l'OMC d'avril 2016, la croissance du commerce mondial en volume

devrait rester faible en 2016 au même niveau de 2015 soit environ 2,8%. En effet, les importations des pays développés devraient diminuer en 2016 tandis que la demande de produits importés devrait reprendre dans les pays en développement d'Asie. Selon la même source, cette croissance du commerce mondial devrait s'accélérer et atteindre 3,6% en 2017.

En effet, les exportations des pays développés devraient croître en 2016 de 2,9% et celles des pays en développement de 2,8% et les importations des économies développées devraient progresser de 3,8% et celles des pays en développement de 1,8%.

Cette situation devrait profiter à l'Asie où la croissance des exportations sera la plus forte et atteindre 3,4%, suivie par l'Amérique du Nord et l'Europe avec 3,1% chacune. L'Amérique du Sud et centrale et les autres régions connaîtront une augmentation plus lente, de 1,9% et de 0,4% respectivement. L'Amérique du Nord devrait voir ses importations augmenter de 4,1% cette année, tandis que les importations de l'Asie et de l'Europe devraient enregistrer une croissance de 3,2%. Enfin, les importations de l'Amérique du Sud et Centrale et des autres régions devraient fléchir si les prix du pétrole et des autres produits de base continuent de baisser en 2016.

Par ailleurs, l'on remarque que le commerce mondial a augmenté en volume mais il a diminué en valeur en raison de la fluctuation des taux de change et de la baisse des prix des produits de base. Cette situation s'explique aussi par la recrudescence du protectionnisme de certains Etats qui continuent d'appliquer des restrictions au commerce.

Pour parer cette situation et augmenter la croissance du commerce mondial, les Etats Membres de l'OMC doivent continuer à supprimer progressivement les mesures restrictives au commerce surtout tarifaires et non tarifaires sur les produits agricoles et manufacturiers et mettre en œuvre l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges qui pourra générer une croissance de l'ordre de 1 trillion USD par an.

Comme l'activité économique mondiale peine à retrouver son dynamisme ces dernières années, les pays de l'OCI ne sont pas en reste car subissent également les tendances des économies de certains pays tels que les USA, les pays de l'UE, de l'ALENA et des pays asiatiques avec qui ils sont liés par des accords bilatéraux et multilatéraux.

Les économies de la zone OCI sont aussi tributaires de la fluctuation des cours de produits de base et des taux de change des monnaies faisant l'objet des transactions commerciales internationales mais aussi des flux des IDEs intra-zone (OCI et partenaires au développement).

La variation du taux de croissance des économies ténors de l'OCI tels que : les Emirats A.U, l'Arabie Saoudite, la Malaisie ; la Turquie, l'Indonésie, l'Iran, le Qatar, le Nigeria, l'Irak et le Koweït impacte directement le commerce mondial et intra-OCI de ces pays membres.

Face à cette situation, les économies des pays de l'OCI pourront s'accroître grâce à la hausse probable des cours des produits pétroliers et certains produits alimentaires car certains pays regorgent des potentialités considérables en ses produits afin d'accompagner d'autres secteurs économiques comme ceux des services mais aussi par la convergence de la coopération inter-agence des Institutions de l'OCI sous la direction du Secrétariat Général de l'OCI dans le cadre de la mise en œuvre de l'ACMOI et du nouveau Plan d'Action Décennal 2016-2025.

Tableau 1 : Evolution du commerce des Etats Membres de l'OCI entre 2005 et 2015*
(Milliards \$US et en %)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015*	Evolution 2014/2015	Evolution 2005/2015
Exportations mondiales des pays de l'OCI	980,73	1 190,46	1 395,31	1 891,14	1 329,35	1 680,77	2 122,48	2 261,77	2 215,79	2 149,80	2 297,88	6,89%	134,30%
Exportations intra-OCI	134,34	162,45	200,20	265,38	207,93	257,71	325,41	362,10	379,15	378,91	427,23	12,75%	218,02%
Part	13,70%	13,65%	14,35%	14,03%	15,64%	15,33%	15,33%	16,01%	17,11%	17,63%	18,59%	5,49%	35,73%
Importations mondiales des pays de l'OCI	795,38	948,86	1 164,98	1 489,60	1 329,70	1 501,35	1 757,68	1 864,24	1 968,29	2 012,45	2 184,16	8,53%	174,61%
Importations intra-OCI	137,11	170,91	220,40	285,65	218,83	281,29	356,17	389,58	396,98	423,34	451,17	6,57%	229,06%
Part	17,24%	18,01%	18,92%	19,18%	16,46%	18,74%	20,26%	20,90%	20,17%	21,04%	20,66%	-1,80%	19,83%
Volume du commerce global des pays de l'OCI	1 776,11	2 139,32	2 560,29	3 380,74	2 659,05	3 182,12	3 880,16	4 126,01	4 184,08	4 162,25	4 482,04	7,68%	152,35%
Volume du commerce intra-OCI	271,45	333,36	420,60	551,03	426,76	539,00	681,58	751,68	776,13	802,25	878,40	9,49%	223,60%
Commerce Net intra-OCI	135,73	166,68	210,30	275,52	213,38	269,50	340,79	375,84	388,07	401,13	439,20	9,49%	223,60%
Part du Commerce intra-OCI	15,47%	15,83%	16,63%	16,60%	16,05%	17,03%	17,80%	18,45%	18,64%	19,33%	19,78%	2,32%	27,88%

Sources : DOTS IMF Septembre 2015 et ITC, UNCTAD, WITS Octobre 2015, 2015* : Projections ICDT, Avril 2016